

**Déclaration intersyndicale**  
**SÉtuE, SEUQAM, SCCUQ, SPUQ**  
18 septembre 2007

Madame la Ministre de l'Éducation,

Nous, les employé-e-s de l'UQAM, déclarons n'être point responsables de la crise financière qui sévit dans notre établissement et exigeons que l'État assume sa responsabilité de financer correctement l'UQAM.

L'UQAM fut bâtie pour répondre à un besoin, pour faire respecter le droit des Québécoises et Québécois d'avoir accès à une éducation postsecondaire de qualité. Elle fut construite à une époque pas si lointaine où l'accès à l'éducation n'était qu'un rêve inaccessible pour plusieurs. C'est pour pallier cette injustice que la communauté uqamienne se dévoue depuis ses débuts, et c'est pour défendre l'UQAM comme pièce maîtresse de l'accessibilité à une éducation de qualité que nous nous adressons à vous aujourd'hui.

Nous déplorons que dans la crise qui frappe l'UQAM, il ne soit question que d'argent. Il est bien peu question des gens qui travaillent et étudient dans cette institution. Ce cœur vivant de l'université, sa communauté, contribue à la société. Vous semblez l'oublier. Cette communauté se mobilise parce qu'elle refuse de faire les frais de la crise.

L'administration de l'UQAM a ses torts, certes, mais elle n'est pas seule. Que dire de l'Assemblée des gouverneurs de l'Université du Québec qui a approuvé les projets immobiliers de l'UQAM, de votre gouvernement qui a acheté les obligations émises pour la construction de l'Îlot Voyageur, de la promotion faite par votre gouvernement des partenariats publics-privés qui a incité l'administration de l'UQAM à s'engager dans des contrats favorables uniquement à une entreprise privée? Que dire, sinon qu'ils sont également responsables. Il ne sert donc à rien, madame la Ministre, de vous défiler en jetant le blâme de manière arrogante uniquement sur l'UQAM.

Même si vous ne voulez pas en entendre parler, vous savez que le sous-financement chronique est à la source des problèmes de l'UQAM. Il est aussi la cause du déficit affiché par les universités de la province. L'UQAM est sans doute celle qui a le plus souffert de cette diète.

Sachez qu'à l'UQAM, malgré la crise, le nombre d'inscriptions continue de croître, et que cette croissance est un signe du rôle central de cet établissement pour l'accessibilité aux études universitaires. Il est maintenant temps de donner les conditions nécessaires à la communauté pour qu'elle accueille cette croissance tout en préservant, voire en augmentant, la qualité de l'éducation qui est essentielle à notre société.

L'UQAM est une pièce maîtresse de l'accessibilité aux études postsecondaires et doit le demeurer. Elle a toujours été une université accueillant davantage de gens qui en étaient exclus. Puisque vous êtes responsable du dossier de l'éducation, il vous incombe d'en préserver l'accès, voire de l'augmenter.

Il faut maintenant parler de solutions. Nous déclarons, en solidarité avec les associations étudiantes qui luttent pour sauver l'UQAM, que la solution n'est pas dans des réductions massives des conditions de travail, d'enseignement et d'études. La solution n'est pas non plus dans la destruction de programmes. La solution n'est pas dans la réduction ni de la qualité, ni de

l'accessibilité de cette institution. Nous déclarons qu'il n'y a qu'une seule solution à cette crise : un refinancement public massif pour l'UQAM.